

COMPRENDRE

15E Avenue Saint Jean de Beauregard, F91400-Orsay
Tél. 01 60 10 45 92 <http://comprendre.orsay.free.fr>

Compte rendu de la rencontre-débat du mardi 30 mai 2017

Coopération et aide internationale au développement : le regard critique d'un Nigérien

animée par Soufiyane AMADOU

Chargé de programme en développement rural

au Bureau de la coopération suisse au Niger

Une cinquantaine de personnes ont participé à la rencontre-débat co-organisée par COMPRENDRE en concertation avec l'association Échanges avec DOGONDOUTCHI – Niger sur les thèmes de la coopération et de l'aide au développement.

Cette soirée a été animée par Soufiyane Amadou, d'origine nigérienne et impliqué depuis une vingtaine d'années dans les questions liées à l'aide au développement en Afrique, pour le compte de la coopération suisse. Il est donc particulièrement bien placé pour nous entretenir de la situation vue par un nigérien. En parallèle, il prépare une thèse à l'Université de Lausanne sur les problèmes de développement.

Après un rappel sur les concepts de 'coopération' et d'aide au développement', notre invité a choisi deux domaines spécifiques, l'agriculture et l'éducation pour illustrer la situation au Niger et de conclure sur les rôles respectifs du Nord et du Sud, avant d'animer une large discussion avec la salle, à laquelle ont notamment participé des membres d'associations impliquées dans ces domaines sur le terrain.

Les diapositives présentées par Soufiyane Amadou constituent le cœur de ce compte rendu. Le résumé de la discussion est donné à la fin du diaporama présenté par l'orateur.

COOPÉRATION ET « AIDE » INTERNATIONALE AU « DÉVELOPPEMENT »

Soufiyane Amadou

30 mai 2017

1. Concepts : coopération ; « aide » et « développement »
2. Mon appréciation de l'aide au Niger
 - Niger Education et Agriculture) : Approche historique
 - Postures du Nord et du Sud
 - Des chiffres parlants
3. Quelques suggestions

INTRODUCTION

Si l'Aide au développement vise à son origine un appoint pour que les pays bénéficiaires se « développent », il faudrait la questionner aujourd'hui, au plan de son ambition, de ses pratiques et de son efficacité.

Prendre du recul :

Insee : L'APD= ensemble des dons et des prêts à conditions très favorables accordés par des organismes publics aux pays figurant sur la liste des bénéficiaires du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : Pour quel objectif ?

Recul par rapport à la vision d'une Aide internationale au service du « développement » qui aurait donc pour but d'aider à s'en passer d'elle (3 raisons) :

INTRODUCTION

- ❖ Coopération : Agir ensemble
- ❖ « Développement » : un chemin ou des chemins ? : Débat tranché par la mondialisation (modèle unique véhiculé par le droit international, l'économie libérale, les systèmes d'éducation)
- ❖ Aide : pas neutre : Responsabilité
 - 1945 : Déclaration universelle des droits de l'Homme : légitimité de l'Aide pour agir. Donc l'Aide est aussi comptable.
 - 1981 : Programmes d'ajustements structurels (choix et décisions du FMI et de la BM)
 - 2000 : OMD : réaffirmation de son rôle d'acteur et de comptable, impose la voie à suivre et les priorités

INTRODUCTION

- 2005 : déclaration de Paris : en reconnaissant au passage son inefficacité, l'Aide (re)questionne ses instruments et réaffirme sa responsabilité.
- 2015 : ODD : L'Aide passe dans l'agenda mondiale (« mondialisation » des défis et responsabilité partagée: pauvreté et famine, analphabétisme, santé, migration, paix et sécurité, changement climatique, libéralisation)

❖ Aide : pas neutre : Intérêts : Conditionnalités, contre-don (service de la dette, lutte contre le terrorisme, migration, changements climatiques, intérêts pour les ressources naturelles, libéralisation)

Plus de 50 ans après, l'Aide a-t-elle permis le développement ?

EDUCATION

EDUCATION

1. Période coloniale :

L'école : un instrument de conquête morale et intellectuelle dans la politique coloniale

« L'avenir de du Soudan français, au point de vue de sa mise en œuvre, dépend en grande partie de la façon plus ou moins heureuse dont nous aurons façonné les populations qui les peuplent. Or l'assimilation morale et matérielle à notre civilisation repose presque entièrement sur l'éducation et l'instruction que nous saurons inculquer aux jeunes générations indigènes »

L'école : un instrument au service de l'administration et de l'économie coloniale (traducteurs, collecteurs des produits agricoles et d'impôts, vulgarisateurs de l'agriculture de rente, etc.)

EDUCATION

2. Période post coloniale :

✦ Jusqu'en 1980 : perpétuation du système hérité

Elites « néo-colons » : perpétuation du système dont ils sont issus

Distanciation école -milieu : Au plan des finalités, des contenus du fonctionnement et de l'organisation de l'école :

- Construite à la périphérie des habitations,
- Calendrier inadapté au période d'occupation (saison des pluies)
- Mépris des langues, des valeurs (exemple : vision de la famille nucléaire : « la famille Boda ») et de l'économie locale (a formé des chômeurs et des « déboussolés »)

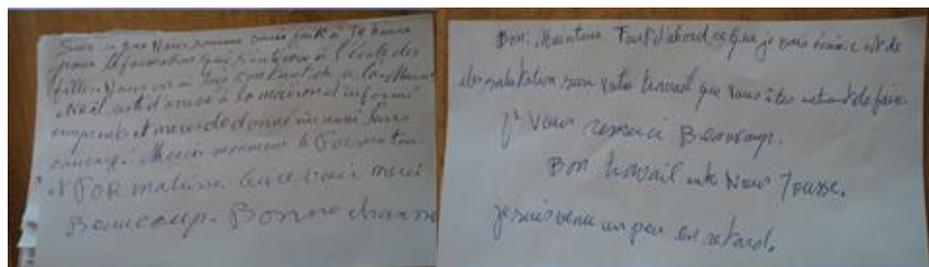
« Quand je serai grand, j'irai en France et je verrai la Tour Eiffel »

CAS DU NIGER/ EDUCATION

3. 1980 à ce jour : Education sous-tutelle de la BM :

- Prise de contact, préparation et mise en œuvre des réformes :
- Priorité : Scolarisation primaire de masse pour « les fils des pauvres » et privatisation à partir du secondaire pour les « fils des élites corrompus ». Scission du ministère.
- Logique économique, approche économétrique : primauté à l'efficacité : « volontariat » (sans formation, sans devenir mal payés), cours multigrades, double vacation, acquisition de manuels à faible coût, classe en paillote, limitation des bourses d'études, etc.

Evolution sensible de l'accès à l'école, mais drame au plan de la qualité et de l'insertion des générations sacrifiées !



Le Niger en 2014: Résultats d'évaluation cycle primaire (PASEC)

En début de cycle, 90,2% des élèves sont en dessous du seuil « suffisant » en langue et 72,2% en dessous du seuil « suffisant » en mathématiques.
En fin de cycle, 91,5% des élèves sont en dessous du seuil « suffisant » en lecture et 92,3% sont en dessous du seuil « suffisant » en mathématiques.



AGRICULTURE



AGRICULTURE

Période coloniale : système de prévoyance réinventé et introduction des cultures de rente (coton, arachide)

Sécheresse des années 1970 : Réorientation vers les cultures vivrières et les grands aménagements, Charte de l'Aide alimentaire au Sahel.

A partir des années 1980 : démentiellement de l'Agriculture en dépit de son rôle central dans le développement : illustration

AGRICULTURE

Rôle central de l'agriculture dans les économies où elle domine

| Agriculture | Industrie |
|--|---|
| + 10% de productivité | + de 10% de la productivité |
| ↓ | ↓ |
| + 9 à 10,2 % du PIB <i>per capita</i> | +1,5 à 2,6 % du PIB <i>per capita</i> » |
| ↓ | ↓ |
| + 1% du PIB agricole <i>per capita</i> | + 1% du PIB industriel |
| ↓ | ↓ |
| + 1,61% des revenus des pauvres | + 1,16% » des revenus des pauvres |

AGRICULTURE

Cependant :

- ✓ PAS : abandon de l'agriculture (financement, investissement, conseil agricole, recherche).
- ✓ Accords internationaux : OMC (abandon de l'exception agricole dans les échanges commerciaux), ACP/UE abandons progressive des
- ✓ Objectif des politiques agricoles promues pour Sud : Sécurité alimentaire
 - Approche transnationale : production, marché, Aide alimentaire (aux « laissés-pour compte »)

Résultat : Besoins alimentaires mondiaux insatisfaits (30%)
 = 0,50% des échanges commerciaux
 = 0,5 % de l'aide alimentaire.

CAS DU NIGER/ AGRICULTURE

Agriculture = 87% de la population, 45% du PIB, 30% aux recettes d'exportation.
 = meilleure perspective de croissance qui s'offre au Niger (Banque Mondiale, 2012).

Cependant :

- > Sous-investissement dans la production nationale (végétale : 11% du budget)
- > Prépondérance de l'Aide d'urgence (58% du budget)

Résultats :

- > 2/3 des nigériens demeurent pauvres et 1/3 sous-alimentés.
- > Balance commerciale agricole déficitaire (Marché)

AGRICULTURE

En résumé : Termes de l'échange défavorable pour le Sud (concurrence déloyale : Subvention au Nord, Refus pour le Sud de protéger les petits agriculteurs) ; exemple des poulets et du riz : Compétition perdue à l'avance.

- > Aide au service du Marché et non du « développement »
- > Impossibilité pour le Sud de garantir leur droit alimentation/ leur souveraineté alimentaire, de se développer
- > Contre-sens de la déclaration de Paris. Exemple du Niger :
 - « le pays fixe ses objectifs et coordonne la mise en œuvre (P1) et les partenaires s'alignent/ financent (P2) : « 3N » Vs « Réduction de la pauvreté » puis « gestion des risques » ; « résilience : communes de convergence » ; « la fragilité » : approche misérabiliste et fataliste. Financement 3N : Problème de mobilisation, non respect des engagements, promesse non tenue : arguments « capacité d'absorption » , détournement d'objectif (lutte contre la migration, urgence)
 - Harmonisation (P 3), GAR (P 4) et responsabilité mutuelle (P5) : Harmonisation de quoi ? (Le pays coordonne : principe 1) Gouvernance du DNPGCCA (1 voix sur 13)

CONCLUSION

Coopération : oui; Aide au développement ???

CONCLUSION

Une Aide qui prédomine au niveau des politiques nationales et régionales
Dépendance financière (Niger 50% de budget de l'Etat et 77% des investissements)

Dépendance politique et culturelle :

- influence sur les politiques publiques : l'agenda est dominé par les intérêts des donateurs : libéralisation de l'économie (PAS, cycle de l'OMC, migration, sécurité, etc.)
- arsenal d'instruments (ONG, système des nations unies, consultants, projets et procédures) qui :
 - vident les institutions nationales de leurs compétences,
 - sont en décalage de rythme,
 - qui valorisent peu les savoirs et savoirs-faire locaux

D'où la primauté de « la scène de l'aide » sur « la scène des processus/ du développement » : l'aide en développement

Une aide marginale au niveau populations bénéficiaires : prépondérance des stratégies de survie et du transfert des migrants.

CONCLUSION

L'Aide et attitudes des acteurs du Sud :

Pour certains : politique de la « main tendue », compromettant ainsi le débat, la réflexion et l'action autour d'un développement local bâti sur les ressources propres. Dans cette perspective de généralisation de l'esprit d'assisté, l'« Aide » ne fera qu'appeler à l'« aide ».

Pour d'autres l'Aide constitue l'une des rares sources de financement et qu'il faille « la capter à tout prix ». Dans cet esprit, l'« l'Aide » est sujette à détournement

Pour d'autres encore l'Aide constitue une voie de survivre ou de sortie de la pauvreté au regard des ressources humaines et financières qu'elle met à disposition : Aide au développement

CONCLUSION

Des chiffres qui en disent beaucoup !

L'aide au développement (sans le remboursement des prêts) a atteint un nouveau sommet en 2016 avec un montant de 142.6 milliards USD : contre 70 milliards USD en 2000 (OCDE) : Aide en développement

Service de la dette : les PED ont remboursé l'équivalent de 110 fois ce qu'ils devaient en 1970, mais entre-temps leur dette a été multipliée par 50

1990-2000 : dette supérieure au budget de l'éducation dans plus de la moitié des pays débiteurs et un montant supérieur à celui alloué à la santé dans 75 % des pays. (CADTM)

2008 : les pays du Sud ont remboursé 600 milliards de dollars au titre du service de la dette ! (rapport du PNUD).

Conditionnalités : Pas d'investissements sociaux, pas de protection des marchés intérieurs fragiles ou stratégiques (agriculture vivrière), intégration aux marchés mondiaux, bradage des entreprises publiques aux multinationales) : profit à qui ?
Comment développer le Sud dans ces conditions?

Les envois de fonds des travailleurs migrants à leurs familles dans les PED : 436 milliards de dollars cette année (2014)... et 516 milliards de dollars en 2016 (plus que l'APD et les recettes d'exportations, plus stables que la dette privée et les investissements de portefeuille. (Banque Mondiale)

MISE EN PERSPECTIVE

1. Des initiatives très intéressantes sont développées et des résultats tangibles sont enregistrés dans divers domaines (innovations; accès à l'eau, petites initiatives locales, coopérations décentralisées, etc.)

❖ Mais marginales face aux besoins et aux tendances lourdes (démographie galopante, faiblesse des systèmes de santé et d'éducation, pollution, conflits, instabilité sociale, politiques, corruption, migration, pauvreté)

❖ Les termes de l'échange Nord-Sud, le service de la dette et les politiques d'aide au développement sont problématiques.

MISE EN PERSPECTIVE

2. Nécessité d'un partenariat plus juste, bénéfique au Nord comme au Sud, mais aussi aux générations futures :

- ✓ Agir sur les causes structurelles de la pauvreté (ignorance, insécurité alimentaire, priorités de développement pourtant sacrifiées) et non sur les conséquences (migration, les conflits, les crises alimentaires)
- ✓ Accompagnement et Expertise additionnelle et non substitution et démentiellement des dynamiques, institutions et expertises locales
- ✓ Promouvoir les valeurs universelles (droit de l'homme et bonne gouvernance) : une attitude forte face à la corruption aux élections truquées, aux dictatures (pas de 2 poids 2 mesures)

DISCUSSION (extraits)

Il y a environ 50 ans, René Dumont a publié un livre sous le titre 'L'Afrique noire est mal partie'. Ce titre vous paraît-il encore d'actualité ? 'Probablement oui.

Les populations sont de moins en moins bien éduquées '

Les populations se nourrissent de moins en moins bien (la surface agricole cultivable par habitant diminue du fait l'augmentation de la population)

Il y a des progrès mais ils restent encore très limités ; il y a des exemples positifs, notamment au Ghana et aussi au Rwanda, dans l'amélioration du rôle et de la condition féminine, mais cela s'accompagne dans ce pays d'une dégradation de la démocratie.

Le rôle des ONG ?

L'efficacité des ONG est variable. Elle peut être questionnée s'agissant des grosses ONG financées par des crédits internationaux qui peuvent déstabiliser les économies locales. En revanche, celles de petite taille, principalement financées par la philanthropie ou les actions de coopération décentralisée peuvent être très performantes en attribuant directement les aides, en concertation avec les bénéficiaires : l'association 'Échanges avec Dogondoutchi -Niger en est un bon exemple. C'est aussi le cas d'Agro-sans-frontières Suisse.

Jean-Louis Boy Marcotte, Président de cette association, précise qu'il faut écouter et partir des projets locaux et en laisser la maîtrise d'œuvre aux acteurs locaux.

Le rôle de la Chine ?

La situation au Niger vis à vis de la présence chinoise est complexe :

Elle apporte une aide dans l'économie, notamment par des investissements (construction de stade, de ponts, de routes) mais, dans l'emploi de la main d'œuvre locale, il existe des problèmes salariaux souvent conflictuels.

Un participant à la soirée rappelle la situation en Algérie où il a travaillé dans une grande entreprise française de travaux publics. Dans les actions chinoises, une partie très significative de la main d'œuvre est chinoise, alors que le taux de chômage local avoisine 50% chez les jeunes et 25 % globalement. 'Cette forme de coopération est donc difficilement acceptable.'

L'agriculture, où en est-elle ?

Jean-Louis Prioul, membre de l'association 'Échanges avec Dogondoutchi- Niger', qui a eu l'occasion de se rendre sur place pour suivre les actions agricoles donne une réponse. Il considère qu'une présentation misérabiliste de l'agriculture nigérienne, c'est-à-dire limitée à l'évitement des famines est erronée. Des progrès significatifs ont été réalisés pour les cultures vivrières, par exemple dans l'utilisation de semences adaptées (pas de marchés pour Monsanto, mais semences créées par des organismes internationaux à but non lucratif), réalisation et utilisation de composts en complément d'engrais onéreux, mise en place de prêts cautionnés pour l'achat des intrants. Il a aussi insisté sur la présence d'agronomes locaux très compétents formés sur place capables de créer comme à Dogondoutchi une société privée pour la multiplication des semences de qualité et la diffusion des pratiques agronomiques adaptées aux conditions locales. 'Ce qu'il faut maintenant, c'est apprendre aux agriculteurs locaux à gérer et se structurer pour passer du stade de la simple subsistance alimentaire aux revenus permettant d'accéder aux biens et à l'éducation.' Les résultats obtenus à Dogondoutchi depuis 2010 sont très spectaculaires, doublement des rendements et multiplication par 2 à 3 des revenus agricoles. Ce dynamisme continue à se manifester par la mise en œuvre depuis 2016 d'un programme de 3 ans d'irrigation 12 mois sur 12 des parcelles maraichères dont la surface est doublée. La réalisation de tels programmes ambitieux nécessite le montage, par l'ONG locale, de financement coopératif faisant appel à des grandes Agences internationales comme l'Agence Française de Développement (AFD).
